

**Nations unies - Session annuelle de  
la commission de consolidation de la  
paix - "Consolidation et  
pérennisation de la paix au Sahel" -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 12 novembre 2018)

Sous-thème 2 : L'autonomisation des jeunes et des femmes en tant qu'agents de consolidation et de pérennisation de la paix au Sahel

Merci beaucoup

Je suis très heureuse qu'une partie de la réunion de la commission de consolidation de la paix soit consacrée au rôle des jeunes et des femmes dans la stabilisation au Sahel. La Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, a rappelé très éloquemment et avec force ce matin, à quel point ce rôle est absolument fondamental. Pour la France, je souhaiterais souligner trois points pour illustrer l'importance de se forger des critères et des conditions pour conduire l'action, et également assurer la bonne allocation des ressources, de sorte à faire de la plus grande participation des jeunes et des femmes dans la paix une réalité.

- Le premier point que je voudrais souligner concerne la participation politique. Nous savons que la participation politique des femmes et des jeunes dans la région reste globalement insuffisante, alors qu'elle est une des conditions indispensables à une stabilisation durable. Une des manières d'y remédier, ou en tout cas un début d'effort très concret pour nous, a consisté dans la dernière résolution du Conseil de sécurité renouvelant le mandat de la MINUSMA et s'attachant à la progression de l'accord de paix et réconciliation au Mali, à faire de la participation politique des femmes un des indicateurs prioritaires de suivi de la mise en oeuvre de l'accord de l'Accord de paix au Mali. On pourrait imaginer des clauses un peu similaire concernant les jeunes à l'avenir.

- Le deuxième point concerne l'allocation des ressources mises au service du développement durable au Sahel. Il faut s'assurer qu'elles puissent bien bénéficier aux populations les plus vulnérables, et notamment aux jeunes et aux femmes. C'est bien la logique qu'on essaye de suivre dans l'Alliance Sahel, que la France a lancée avec l'Allemagne, et qui s'inscrit évidemment aussi dans le cadre plus large de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. À ce propos, je voudrais remercier M. Diallo de ses remarques dont nous avons bien pris note concernant, dans cette allocation des ressources, l'importance de bien veiller à une décentralisation suffisante de l'action et également à encourager la coopération décentralisée.

- Le troisième point que je voulais mettre en exergue est également la nécessité, lorsque nous parlons de prioriser les ressources et les moyens, de ne pas perdre de vue la lutte prioritaire qui doit être celle la lutte contre les violences sexuelles et contre l'implication des enfants dans les conflits armés, parce que cela reste malheureusement une partie de la réalité à laquelle doivent faire face les populations dans certaines zones du Sahel. Il est vraiment très important pour la France que les engagements qui ont été pris dans ces domaines soient mis en oeuvre. Ceci implique de lutter plus efficacement contre l'impunité, et ceci y compris au sein des forces armées et de police. Cela implique également de permettre à ceux qui subissent ces exactions de pouvoir témoigner. En tout cas, vous pouvez continuer de compter sur l'engagement continue de la France pour continuer à agir en ce sens.

Je vous remercie./.